

# Apiculteurs et agriculteurs, deux professions condamnées à s'entendre

Une journée de rencontre était organisée vendredi dernier en mairie de Dole.

« On est passé de 40 000 à 8 000 tonnes de miel. On doit enrayer cette chute ; la corporation que je représente doit s'y engager ». Le propos est de Pierre Guez, directeur du groupe Dijon céréales. Il correspond à ce que les apiculteurs jurassiens et de Bourgogne - Franche-Comté, initiateurs ce vendredi en mairie de Dole d'une journée d'échanges entre les deux professions, désiraient entendre. De même, ils auront retenu (et applaudi) l'idée d'Emmanuel Schouwey, agriculteur à Vaudrey et vice-président de la coopérative Interval, que celle-ci nomme un référent qui aurait notamment mission de faire le lien entre les producteurs de miel et les exploitants du secteur où ils installent des ruches. Il témoigne de la relation de confiance qui, au fil des ans, s'est nouée avec Patrice Cahé, qui installe des ruches près de ses champs. « Je ne veux surtout pas lui porter préjudice », promet-il, convaincu que « la connaissance facilite le respect mutuel ». Les différentes interventions au cours de la matinée ont été l'occasion de compléter l'information de l'auditoire sur l'évolution des productions et sur les pratiques mises en œuvre. L'apiculture, c'est 71,7 millions d'euros en Bourgogne, 26,2 millions d'euros pour la Franche-Comté. Jean-Baptiste Malraux, technicien de l'association pour le développement de l'apiculture



La table ronde finale réunissait des représentants des coopératives et des deux associations de l'apiculture en Bourgogne et Franche-Comté.

en Franche-Comté, y dénombre 3 000 apiculteurs amateurs et 55 professionnels, contre 40 douze ans plus tôt. Il constate l'augmentation de la taille des exploitations apicoles ces vingt dernières années avec, désormais, en moyenne 258 colonies.

## « Montrer que c'est possible »

Beaucoup d'apiculteurs observent que le problème de mortalité des abeilles s'est accentué avec la mise sur le marché de nouvelles molécules chimiques pour le traitement des cultures. Un des objectifs du colloque était de recenser les alternatives, avec aussi des initiatives prises au sein de l'agriculture conventionnelle. L'intervention de Florian Bailly-Maitre, ingénieur pour le réseau Dephy Ecophyto au sein de la Chambre d'agriculture du Jura, permet de mesurer le chemin qui reste à parcourir. Le groupe qu'il anime affiche un bilan assez mitigé de 10 % de baisse des quantités épandues,

mais une des exploitations suivies a pu parvenir à une baisse de l'indicateur de fréquence de traitement de 40 %. « On a vocation à communiquer auprès des autres agriculteurs. On montre ce qu'il est possible de faire », souligne le technicien. Vincent Lavier, président de la Chambre d'agriculture de Côte-d'Or fait le même constat d'une inégale prise de conscience, mais se veut optimiste : « Il faut que ceux qui ont des pratiques plus vertueuses emmènent leurs collègues ». Et sur les neurotoxiques pointés du doigt, tels le Cruiser ou le Proteus, il parle sans ambiguïté : « Je n'ai pas d'état d'âme ; s'ils sont responsables de la destruction des colonies, il faut arrêter ».

## Objectivité

La discussion a inévitablement mené à un débat entre agriculteurs sur la possibilité ou non de conserver le modèle actuel. Pour Vincent Favrichon, directeur de la DRAAF Bourgogne - Franche-

Comté qui a assisté à l'ensemble de la journée, le plan Ecophyto instauré sous Michel Barnier oblige en effet à réfléchir à une autre façon de produire. Cependant, alors que la tentation est grande d'incriminer l'industrie chimique et les techniques productivistes, il a apprécié l'objectivité des différentes interventions soulignant les multiples facteurs qui peuvent fragiliser les abeilles. « C'est essentiel pour créer un climat de confiance », dit-il.

La rencontre de vendredi devrait permettre des avancées concrètes, par exemple le choix de plantes mellifères pour les couverts végétaux l'été, période où les abeilles peuvent manquer de nourriture. Emmanuel Schouwey songe à l'accord passé avec les chasseurs qui indemnisent les dégâts causés par le gibier : « Je ne comprends pas que vous n'arriviez pas, par un peu de lobbying, à faire distribuer des semences aux agriculteurs volontaires pour faire une fois par an le tour

## APIS - AGRIS : « UN CERCLE VERTUEUX GAGNANT - GAGNANT »



Christian Baverey et Michel Ruche.

Prompts à jeter la pierre sur les agriculteurs, les apiculteurs savent aussi saluer les efforts réalisés ponctuellement. Michel Ruche, apiculteur vers Villerexel (Haute-Saône), était ce vendredi un des professionnels invités à témoigner de ses relations avec le monde agricole. Persuadé qu'il est possible de créer « un cercle vertueux gagnant - gagnant », il affiche sa bonne entente avec Christian Baverey, jeune agriculteur de Fontenelle-Montby, dans le département du Doubs. Celui-ci a pris l'habitude, après la récolte des cultures d'hiver, de planter de la moutarde. « Ça m'a permis, sur le maïs, de baisser l'apport d'azote d'un tiers et de 25% la quantité de désherbant », dit-il. « C'est valable pour lui et moi, j'ai tout de suite vu le changement ; mes ruches ne sont plus sous perfusion », commente l'apiculteur.

Pour Christian Baverey, la marge importe davantage que le rendement, mais tout le monde ne raisonne pas ainsi : « Planter quelque chose qu'on ne va pas récolter ; les gens se disent qu'on est fou ! » Pour Michel Ruche, d'une exploitation à l'autre, l'accueil peut être très différent : « D'autres ferment leur porte et restent convaincus que ce sont les pesticides et insecticides qui vont leur garantir un résultat ».

## des bandes enherbées ».

Entre-temps, la pause déjeuner aura été l'occasion d'échanges plus conviviaux, mais également essentiels pour des relations apaisées entre les deux corporations.

Patrice Cahé pouvait en effet, en conclusion, livrer ce constat encourageant : « Le buffet a été l'occasion de trouver de nouveaux emplacements... »

Benoît Ingelaere